Chapitre VI de la Charte avant de songer aux mesures d'exécution mentionnées au Chapitre VII. Je cite ses paroles:

A notre avis, il faut, même à cette heure tardive, tenter d'en arriver à la conciliation. Les deux groupes opposés en Palestine doivent se rendre compte de plus en plus que leur attitude actuelle de violence et de résistance inflexible ne peut valoir à tous deux que le désordre et la destruction mutuelle.

Advenant l'échec des tentatives de conciliation, il appartiendrait au Conseil de sécurité d'étudier les mesures à prendre pour donner suite aux vœux formulés par l'Assemblée générale des Nations Unies au sujet du partage de la Palestine. Le délégué permanent du Canada a précisé, en guise de conclusion, qu'il ne fallait pas interpréter l'attitude du Canada comme répudiant ou abandonnant les vœux de l'Assemblée générale. C'est, a-t-il donné à entendre, un problème au sujet duquel le Conseil ne peut prendre aucune décision avant que les cinq membres permanents aient fait rapport des résultats de leurs tentatives de conciliation. Dans l'accomplissement de leur tâche d'importance vitale, ces derniers doivent jouir de toute la liberté possible qu'aucune décision préalable ne doit entraver.

M. COLDWELL: Il reste neuf semaines avant l'expiration du mandat britannique, le 15 mai; est-on plus près d'une solution?

Le très hon. M. ST-LAURENT: Une dépêche qui m'est parvenue il n'y a pas deux heures m'apprend qu'il y a eu peu de progrès à la réunion des cinq membres permanents; en dépit de l'ajournement de la réunion à demain, les négociations se poursuivent et l'on espère réaliser certains progrès. La question est au programme du Conseil de sécurité lui-même pour le début de la semaine prochaine.

CONTRÔLE DU CHANGE ÉTRANGER

SAISIE DE FONDS À LA FRONTIÈRE

A l'appel de l'ordre du jour.

M. T. A. KIDD (Kingston): Je désire poser une question au ministre des Finances. Elle a trait à une autre question que j'ai posée le 30 janvier dernier et qu'on trouvera au hansard transformée en ordre de dépôt de documents. Elle concerne le contrôle du change étranger, la saisie de fonds à la frontière. Le ministre prendra-t-il note de la question que je pose maintenant, en vue d'y apporter une réponse?

L'hon. DOUGLAS ABBOTT (ministre des Finances): J'en prends note et je verrai si je peux y répondre.

[Le très hon. M. St-Laurent.]

TRAVAUX DE LA CHAMBRE

URGENCE DU BILL D'ASSISTANCE AUX MINES D'OR

A l'appel de l'ordre du jour.

M. H. W. HERRIDGE (Kootenay-Ouest): Je désire poser deux questions au ministre des Finances. Premièrement, le Gouvernement se proposé-t-il de poursuivre l'examen du bill n° 7 intitulé: Loi prévoyant des paiements d'urgence pour aider à couvrir l'accroissement des frais de production de l'or. Le cas échéant, à quel moment? En second lieu, a-t-on décidé de modifier les règlements de façon à autoriser l'importation de glaciers au pétrole?

L'hon. DOUGLAS ABBOTT (ministre des Finances): On se propose de poursuivre l'examen du bill n° 7, qui prévoit des paiements d'urgence pour la production de l'or, dès qu'il sera possible d'aborder la question, c'est-à-dire, dès que la discussion de la mesure concernant la taxe d'accise aura pris fin. En réponse à la deuxième question, je puis simplement signaler qu'on n'a pas encore décidé de modifier les règlements de façon à autoriser l'importation des glaciers au pétrole. Mais cette question est encore à l'étude.

PRIORITÉ DES AVIS DE MOTION ET DES MESURES DU GOUVERNEMENT

A l'appel de l'ordre du jour.

M. STANLEY KNOWLES (Winnipeg-Nord-Centre): Je désire poser au premier ministre une question relative aux travaux de la Chambre. Jusqu'ici, nous avons procédé d'abord en vertu d'une motion adoptée le 8 décembre, puis, plus récemment, conformément à la motion adoptée le 26 janvier. Le premier ministre sait que ces deux motions suspendent l'application de l'article 15 du Règlement et visent le débat sur l'Adresse en réponse au discours du trône. Maintenant que ce débat a pris fin, il importe de savoir si nous retombons sous les dispositions de l'article 15 ou si le premier ministre a l'intention de proposer une autre motion, afin que les travaux de la Chambre soient bien arrêtés. A mon sens, aussi, nous devrions suivre fidèlement chaque jour l'ordre des travaux indiqués au *Feuilleton*, ce qui ne se fait pas depuis un certain temps.

Le très hon. W. L. MACKENZIE KING (premier ministre): J'ai sous la main les deux motions dont a parlé l'honorable député. La première, adoptée le 26 janvier dernier, est ainsi conçue:

Que l'article de l'ordre du jour relatif à l'étude de la motion tendant à voter une adresse